nomique, mais sur une longue échéance seulement. La nature du régime est immédiatement déterminée par le cours de la lutte de classes et les relations entre les classes — bourgeoisie, petite bourgeoisie et prolétariat. C'est la résultante non pas d'une simple, mais d'une complexe disposition de ces forces.

La méthode marxiste indiqua, par avance, qu'il serait impossible à la bourgeoisie d'imposer immédiatement des dictatures militaires et policières bonapartistes, du type Franco, dans la période actuelle en Europe. La poussée des masses, annonçant les processus en développement de la révolution prolétarienne, ne peut être refoulée et canalisée en sécurité pour la bourgeoisie que par la méthode de la « contre-révolution démocratique ».

La base de masse de la réaction disparut sur tout le continent européen avec la disparition d'Hitler et de Mussolini. Le pouvoir réel reposait entre les mains des sociaux-démocrates et des staliniens. Leurs politiques contre-révolutionnaires empêchèrent les ouvriers de s'emparer du pouvoir. Mais lorsque la bourgeoisie est forcée de s'appuyer sur des agents sociaux-démocrates et staliniens en vue de détruire la révolution, elle ne peut pas le faire par des méthodes bonapartistes ou fascistes, mais seulement par la méthode de la démocratie bourgeoise. Ainsi donc les régimes qui émergèrent en Europe occidentale furent des régimes bourgeois démocratiques.

L'essence du bonapartisme est une dictature militaire-policière nue, l' « arbitre » avec un sabre : un régime indiquant que les antagonismes au sein de la société sont devenus si [illegible]ds que la machine d'Etat, « réglant » et « commandant » ces antagonismes, bien que demeurant un instrument de la classe dirigeante, acquiert une certaine indépendance de toutes les classes. Un « juge national », concentrant le pouvoir entre ses mains, « arbitre » personnellement les conflits à l'intérieur de la nation, balançant une classe par l'autre tout en restant l'instrument des possédants. En même temps nous caractérisons comme bonapartiste un régime où les forces des classes fondamentales de la bourgeoisie et du prolétariat s'équilibrent plus ou moins, permettant ainsi au pouvoir étatique de manœuvrer et d'équilibrer les camps opposés, donnant encore au pouvoir étatique une certaine indépendance par rapport à la société en général.

Malgré leurs histoires différentes, qui expliquent leurs différentes particularités nationales, les régimes de la démocratie bourgeoise *possèdent tous en commun certains traits spécifiques*. Ce sont les traits décisifs pour déterminer la classification marxiste. D'une part, ils ont tous des organisations ouvrières indépendantes, syndicats, partis, clubs, etc., et les droits qui y sont liés. Le droit de grève, d'organisation, le droit de vote, la liberté d'expression, de presse, etc., et tous les autres droits qui furent les sous-produits de la lutte de classes du prolétariat dans le passé. (Nous pouvons ajouter ici que la perte de tel ou tel de ces droits ne serait pas en elle-même décisive pour notre analyse d'un régime. C'est l'ensemble des rapports [illegible]est le facteur déterminant.) D'autre part, le régime serait [illegible]e sur un gouvernement parlementaire élu, et non sur un gouvernement absolu gouvernant par décret.

La bourgeoisie, en ce moment, a été forcée d'organiser un contrepoids contre les organisations prolétariennes en comptant sur des partis de la petite bourgeoisie qui se basent sur la « démocratie chrétienne ». Plus tard, lorsque la vague révolutionnaire sera calmée, et si la bourgeoisie peut briser le mouvement révolutionnaire du prolétariat, une différenciation dans ces partis peut préparer la voie en faveur de la réaction, de nouvelles formations bonapartistes et de bandes néo-fascistes.

Mais, pour le moment, nous avons en Europe une coalition ou des gouvernements de Front populaire, dans lesquels la direction des organisations ouvrières collabore et soutient l'Etat bourgeois. C'est sur cette base que la machine étatique en pièces a été reconstruite dans ces pays, sur des fondations aussi branlantes soient-elles.

Les partis de la IV[e] Internationale, profitant de toutes les facilités offertes par les conditions de la démocratie bourgeoise, doivent avertir la classe ouvrière que de telles conditions ne peuvent durer indéfiniment. Comme l'histoire l'a démontré, la petite bourgeoisie, désappointée par la faillite du prolétariat, peut se tourner à nouveau dans une direction différente. Des crises économiques, le déclin ultérieur du capitalisme, les désillusions du prolétariat peuvent préparer la voie pour de nouveaux mouvements en direction de la réaction. Mais, même là, il y aura une réaction sur le prolétariat. La tentative de la bourgeoisie de se diriger vers le bonapartisme et le fascisme provoquera des mouvements opposés de la part du prolétariat. Après une période plus ou moins longue l'issue décisive se posera.

La traîtrise des sociaux-démocrates et des staliniens a donné à la bourgeoisie un moment de répit en paralysant le mouvement des masses. Ceci n'a été possible qu'à cause de la faiblesse du parti révolutionnaire. Le rôle décisif que le parti révolutionnaire joue dans le développement de la révolution prolétarienne et dans la prise du pouvoir par le prolétariat a été souligné par les événements en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Malgré le renforcement de l'appareil bourgeois, le développement des contradictions, en cette époque d'agonie du capitalisme, présage une extrême instabilité pour les gouvernements bourgeois démocratiques. Le reflux du mouvement du prolétariat, ou même des conflits aigus avec la bourgeoisie qui ne réussiraient pas à aboutir à la victoire, par suite de la trahison des staliniens et des sociaux-démocrates ; le désespoir de la petite bourgeoisie ; les violentes fluctuations dans les gouvernements, dues à la crise — tous ces facteurs résulteront en un nouvel équilibre de forces, et peuvent préparer les conditions d'où les régimes bonapartistes apparaîtront. L'apparition de bandes réactionnaires donnerait la possibilité à l'Etat de s'élever une fois de plus comme « médiateur » entre les classes.

De tels régimes bonapartistes, dans les conditions modernes, ne pourraient être qu'extrêmement instables et de brève durée. Ce serait une transition pour la bourgeoisie lui servant à passer au fascisme — c'est-à-dire la suppression et l'extermination complète des organisations de la classe ouvrière.

La décision finale qui se pose pour la prochaine période ne peut être que : victoire de la révolution socialiste ou néo-fascisme et réaction noire sur une échelle sans précédent dans l'histoire. En posant clairement cette alternative aux masses, le parti du prolétariat poursuivra une politique souple : défendant et élargissant les droits que la classe ouvrière possède, comme un pas nécessaire de la mobilisation du prolétariat pour la conquête du pouvoir.

2. — Au sujet de "l'entrée" dans le continent européen

Ce congrès rejette la conception selon laquelle l'entrée de nos sections européennes dans les partis de masse réformistes ou centristes est pratiquement exclue dans la période suivante. Elle rejette aussi la conception selon laquelle la tactique entriste a été conçue seulement pour une période de retraite générale et de défaite de la classe ouvrière, et comme telle exclue dans la période présente.

L'entrisme fut d'abord proposé par Trotsky en France en 1934, à la veille de la poussée révolutionnaire de la classe ouvrière française qui aboutit aux grèves d'occupation de 1936 ; il fut proposé en Espagne pendant la période de montée de la révolution espagnole.

Ce congrès rejette en outre la conception selon laquelle, du fait que, dans un certain pays, la majorité de la classe ouvrière suit aujourd'hui les staliniens, l'entrée dans le parti social-démocrate s'en trouverait automatiquement exclue. Il rappelle que tel était précisément le cas en 1934 en France, quand l'entrée fut recommandée — la S.F.I.O. ne ralliant alors derrière elle qu'une minorité de la classe ouvrière française.

L'entrée est déterminée non par d'abstraits calculs arithmétiques, mais par un examen concret des véritables rapports de forces, non seulement entre le stalinisme et la social-démocratie, mais aussi entre notre propre section et l'ensemble du mouvement de la classe ouvrière, et de la social-démocratie en particulier.

En général, les conditions pour l'entrée dans les partis sociaux-démocrates sont les suivantes :

1° Que le pays soit entré ou commence à entrer dans une période de crise politique pré-révolutionnaire.

2° Qu'un processus de différenciation ait commencé dans le